

Les anti-européens

Agnès Louis

La critique de l'Europe est aujourd'hui devenue l'exutoire du désarroi démocratique. Alors que la désintégration menace l'Union européenne, quelles sont les forces qui s'opposent à elles, et à quoi s'en prennent-elles exactement ?

À propos de : Bernard Bruneteau, *Combattre l'Europe. De Lénine à Marine Le Pen*, Paris, CNRS Éditions, 2018, 304 p., 25 €.

Depuis le Brexit et la crise migratoire de 2015 qui a profondément divisé les Européens, la désintégration de l'Union européenne semble possible, sinon probable. Pour l'auteur bulgare Ivan Krastev¹, la situation actuelle de l'Union nous obligerait ainsi à envisager sa désagrégation, après des décennies consacrées à l'étude de sa construction. Dans ce contexte, il apparaît indispensable d'analyser les forces d'opposition à l'Union européenne pour savoir si elles sont en effet susceptibles l'emporter. C'est ce que propose Bernard Bruneteau, professeur de science politique à l'Université de Rennes 1, dans son dernier ouvrage.

Entre histoire et essai

Combattre l'Europe n'est pas le premier livre que Bernard Bruneteau consacre à la question européenne. *L'Histoire de l'unification européenne*, parue en 1996, racontait sous une forme pédagogique la réalisation progressive et mouvementée du projet

¹ Ivan Krastev, *Le Destin de l'Europe*, trad. Frédéric Joly, Paris, Premier Parallèle, 2017, 153 p.

européen. Elle était suivie, en 2006, par une *Histoire de l'idée européenne au premier XX^e siècle à travers les textes*. Dans un genre tout différent, *L'Europe nouvelle de Hitler* (2003) constituait une enquête sur les « collabos » partisans de l'unification du continent. Précisément reparu sous le titre *Les « Collabos » de l'Europe nouvelle*, le livre avait pu donner lieu à un malentendu. Il n'avait pas manqué, en effet, d'enthousiasmer les plus féroces opposants de l'Union qui avaient cru y lire la démonstration du caractère totalitaire du système européen. L'Union liée au nazisme : on vous l'avait bien dit ! Ce n'était pas, cependant, ce que disait Bernard Bruneteau. Et ceux qui s'étaient mépris sur le sens de son ouvrage de 2003 auront sans doute été déçus, peut-être indignés, par celui de 2018.

En effet, *Combattre l'Europe* n'est pas un livre contre l'Europe. C'est d'abord un livre d'histoire des idées qui récapitule l'ensemble des oppositions à la construction européenne. Sous ce rapport, le livre se distingue par son ambition systématique. On a ici affaire à une monographie qui couvre l'intégralité de l'histoire du projet européen de 1900 jusqu'à nos jours. De surcroît, B. Bruneteau s'efforce de prendre en vue la diversité des résistances nationales, s'arrêtant régulièrement sur le cas de tel ou tel État de l'Union. De ce point de vue, *Combattre l'Europe* cherche visiblement à remédier à une certaine dispersion ou « désarticulation »² des analyses déjà nombreuses consacrées aux oppositions à l'Europe unie. Il s'agit de ressaisir les résistances à l'intégration européenne dans leur ensemble, tout en mettant en lumière leur irréductible variété. Ouvrage d'histoire, le livre de B. Bruneteau constitue également un essai discret qui, en analysant les discours contre l'Europe, en révèle aussi les faiblesses. Comme nous le verrons, la principale de ces faiblesses réside sans doute, pour B. Bruneteau, dans l'attitude illibérale qui sous-tend de manière plus ou moins avouée certains argumentaires antieuropéens. Cette thèse pourtant n'est pas assenée d'emblée. Mais elle se dégage progressivement d'un récit historique détaillé de presque trois cents pages.

² Cf. La critique est formulée par Christophe Bouillaud dans son article « L'eurosepticisme n'est-il qu'un mot ? », *Politique européenne*, 2011/2, n° 34, p. 243-254. Il existe en effet un certain nombre de monographies centrées sur une période ou un pays donné (par exemple l'eurosepticisme britannique). Il existe également des ouvrages collectifs, souvent issus de colloques, qui offrent une diversité d'enquêtes sur tel ou tel aspect de l'opposition à l'Europe. Mais un livre d'ensemble tel que celui de B. Bruneteau semblait manquer.

L'Europe trop vaste ou trop étriquée ?

L'ouvrage se divise en trois parties, suivant un plan chronologique. La première partie analyse les oppositions initiales à *l'idée* ou à *l'idéal* européen. Autant l'histoire de l'idée européenne a été faite, autant celle de ses premiers adversaires restait à faire. En donnant ainsi la parole à ceux qui – de Maurras à Lénine – fustigent le projet européen, B. Bruneteau replace ce projet dans une histoire politique plus vaste. En général, l'histoire de l'idée européenne est écrite et enseignée de manière séparée, au risque d'apparaître déconnectée du destin d'ensemble des Européens. Les étudiants en connaissent parfois quelques éléments, mais qu'ils sont incapables de relier aux grandes lignes de l'histoire de l'Europe. Coudenhove-Kalergi et Briand, quand on les connaît, semblent rêver et s'agiter dans un étrange vide historique. Le premier mérite du livre de B. Bruneteau est ainsi de faire dialoguer les concepteurs de l'Europe avec les autres acteurs du XX^e siècle, ce qui leur rend de la réalité et de l'épaisseur.

Comme le montre B. Bruneteau, les défenseurs de l'Europe unie ont eu à ferrailler d'un côté avec les nationalistes, pour lesquels l'indépendance de la Nation ne pouvait souffrir aucun compromis, et de l'autre avec les partisans de l'Internationale, pour qui la solidarité entre les prolétaires devait l'emporter sur la défense de l'intérêt européen. Enfin, l'opposition au projet européen est également venue des « mondialistes » : pour ces derniers, les frontières mêmes entre les civilisations devaient en effet s'effacer à l'intérieur d'un monde de plus en plus intégré et la construction d'une Europe unie ne pouvait qu'entraver un tel processus. Avant même d'exister, la communauté européenne était ainsi accusée d'être trop vaste et trop limitée, trop ouverte et trop fermée. L'intérêt de cette mise en perspective est de révéler que l'Europe n'est pas seulement l'autre de la Nation. On lui reproche également de chercher à constituer une sorte de nouvelle patrie en grand. On notera que, pour les partisans de l'Europe politique, cette critique pourrait paradoxalement toucher juste. Il est vrai, diraient-ils, que l'Union européenne n'est pas un espace de dilution des identités, mais qu'elle est destinée à former une nouvelle communauté politique, consciente d'elle-même et de ses limites. Certains opposants à l'Europe ne s'y seraient pas trompés.

Dans la deuxième partie du livre, B. Bruneteau se concentre sur les résistances à la construction européenne depuis 1950 jusqu'au Traité de Maastricht. Ce n'est plus l'idée européenne mais l'Europe en train de se faire qui est alors critiquée. Dans cette partie, B. Bruneteau met d'abord en lumière certaines spécificités nationales qui

nourrissent l'opposition à l'Europe et lui donnent chaque fois une couleur et une orientation particulières. En France, par exemple, c'est la conception classique de la souveraineté, comme expression de la volonté générale, qui rend pour beaucoup inconcevable l'exercice d'un pouvoir à plusieurs États. Mais en Grande-Bretagne, c'est au nom du destin impérial de l'Angleterre que l'Europe est rejetée³, tandis que les pays du Nord craignent surtout pour le modèle social auquel ils s'identifient. B. Bruneteau commence ainsi à esquisser une thèse qui sera développée dans la suite du livre : l'opposition à l'Europe n'est pas partout la même et, en ce sens, « l'euroscpticisme », au singulier du moins, n'existe pas. B. Bruneteau rejoint ainsi toute une série d'auteurs qui récusent le concept d'euroscpticisme, dans la mesure où celui-ci écraserait la variété, culturelle et idéologique, des « résistances » à l'Union⁴. Cette deuxième partie est aussi l'occasion, pour B. Bruneteau, d'étudier précisément l'attitude des partis politiques et de certains groupes organisés face à l'intégration européenne. En suivant les aléas de la politique européenne des partis, B. Bruneteau montre notamment que cette politique n'exprime pas seulement l'idéologie du parti, mais constitue souvent une manière de se positionner dans le jeu politique intérieur. On est pour ou contre l'intégration européenne de façon à se démarquer de ses concurrents dans un contexte politique donné. La CEE ou l'Union européenne peut en faire les frais, dans la mesure où elle n'est pas évaluée en fonction d'une vision d'ensemble du monde, mais subit les retombées indirectes de la tactique des partis.

Résistance à l'Europe et hostilité au libéralisme

La troisième partie du livre, enfin, porte sur les résistances actuelles à l'Union européenne et à la monnaie unique. On pourrait commencer la lecture du livre par la fin, tant cette partie constitue un ensemble à part entière. Elle apparaît comme un livre dans le livre, ou comme un essai à l'intérieur du vaste ouvrage historique qu'est *Combattre l'Europe*. Les jugements de B. Bruneteau restent toujours prudents, mais ils se font de plus en plus appuyés dans cette partie de l'ouvrage. Si l'on veut savoir où se situe l'auteur, c'est là qu'on le devinera. Que l'interprétation propre de B. Bruneteau soit davantage sensible à la fin du livre est peut-être le signe d'une pensée politique qui s'est précisée au fil de l'écriture. Comme si le livre n'avait pas été entrepris pour

³ Sur la question des résistances britanniques à l'Union européenne, voir Ophélie Siméon, « Brexit et euroscpticisme », <https://laviedesidees.fr/Brexit-et-euroscpticisme.html>

⁴ Voir par exemple *Les Résistances à l'Europe : cultures nationales, idéologies et stratégies d'acteurs*, ouvrage collectif dirigé par Justine Lacroix et Ramona Coman, Editions de l'Université Libre de Bruxelles, 2007, 286 p.

déployer le jugement préalable de l'auteur sur l'aventure européenne, mais pour que ce jugement puisse se former ou s'affirmer.

Deux thèses majeures se dégagent de cette partie du livre. La première, que nous avons déjà rencontrée, est que les formes d'opposition à l'Union européenne sont essentiellement diverses. Non seulement ce qu'on appelle « l'euroscepticisme » varie d'une nation à l'autre, mais à l'intérieur même d'un pays les motifs de parler contre l'Europe peuvent être différents. Certains en voudront à l'U.E. de ne pas leur avoir apporté le confort ou le bien-être matériel attendu. C'est la critique *utilitariste* de l'Europe, pour reprendre le terme de B. Bruneteau. D'autres s'en prennent à l'Europe comme à un système de domination des plus riches ou des élites méprisant le peuple : c'est la critique *protestataire* qui se retrouve, notamment, à gauche. D'autres fustigent l'U.E. au nom de l'*identité* nationale qu'elle contribuerait activement et délibérément à dissoudre. Une telle diversité peut être dissimulée par des formules ou des slogans plus ou moins communs, mais elle demeure toujours présente au milieu du fracas des mécontentements. Ce qui signifie, d'après B. Bruneteau, qu'une alliance de tous les opposants à l'Union, qui conduirait à son démantèlement, reste très improbable. À Ivan Krastev, B. Bruneteau répondrait donc que si la désintégration de l'Europe doit être pensée, elle n'est pas nécessairement sur le point de se réaliser.

C'est dans la formulation de sa seconde thèse que B. Bruneteau fait le plus entendre sa voix et sa sensibilité politique. Il suggère que, dans plus d'un cas, le discours contre l'Europe est l'expression d'une attitude illibérale plus ou moins assumée. L'Union Européenne est rejetée comme figure, non seulement du libéralisme économique, mais du libéralisme politique. Cette thèse concerne certains mouvements politiques nationalistes ou issus de la gauche protestataire. Elle vise aussi explicitement un certain nombre de chercheurs en sciences humaines et sociales³ qui, sous couvert d'enquête scientifique, dénoncent abruptement l'origine élitiste, le fondement technocratique, ou le caractère irrémédiablement antidémocratique de l'Union. Ce qui suscite la virulence de B. Bruneteau, c'est surtout l'usage des formes scientifiques à des fins politiques. Cependant, on peut penser que son interprétation s'étend au-delà des auteurs nommés. Car B. Bruneteau souligne que les thèmes mis en avant par ces derniers sont incessamment repris et exploités dans les médias engagés et les réseaux numériques. De sorte que c'est toute une ambiance intellectuelle et

³ B. Bruneteau critique par exemple les travaux du docteur en droit Christophe Beaudouin, de l'historienne Annie Lacroix-Riz, du politiste Marc Joly, ainsi que de maints chercheurs dénonçant le retour d'un « empire allemand » ayant pris forme d'Union européenne.

politique que le livre paraît finalement dénoncer. En quel sens la critique de l'Europe trahirait-elle donc une forme d'hostilité au libéralisme politique ?

Reprenons l'une des grandes critiques formulées à l'encontre de l'Union. L'Europe est accusée de ne pas être démocratique : elle serait, dès le départ, confiée à des fonctionnaires consciencieux mais sourds aux volontés du peuple. Cette accusation est largement fautive du point de vue des faits : B. Bruneteau montre que les fondateurs de l'Union n'ont pas cherché à créer une technocratie à l'abri de toute vie politique, mais à établir un système politique protégé des dérives populistes de l'entre-deux-guerres, ce qui n'est pas la même chose⁶.

Mais le problème réside surtout en ceci que de telles critiques trahissent un refus du libéralisme politique ou des divisions libérales du pouvoir. Quand on dit, en effet, que l'Europe n'est pas démocratique, c'est souvent qu'on définit en fait la démocratie comme l'expression de la volonté générale du peuple mise en œuvre par un gouvernement qui fait ce que le peuple veut. Le problème de l'Union, c'est alors qu'elle répartit le pouvoir entre le gouvernement national et les institutions européennes ; mais aussi qu'elle divise le pouvoir européen entre une Commission, un Parlement, un Conseil, une Cour de Justice et des groupes d'intérêts régulièrement consultés. L'Europe, c'est le pouvoir divisé et donc affaibli : voilà ce qu'on lui reproche. Or, cette critique oublie ou méconnaît volontairement le fait que la démocratie libérale repose précisément sur certaines divisions essentielles, notamment la division entre des pouvoirs qui non seulement se limitent les uns les autres mais sont contraints d'avancer les uns au contact des autres. Ce qui semble alors en jeu pour B. Bruneteau, ce n'est donc pas l'opposition entre une démocratie nationale et une technocratie européenne, mais entre ceux qui acceptent la démocratie représentative libérale aussi bien dans la nation qu'au niveau européen, et ceux qui s'y opposent, ouvertement ou non⁷.

⁶ À cet égard la réfutation des critiques du « système Monnet » est extrêmement éclairante. Si pour les partisans de l'Europe, Monnet apparaît souvent comme un père fondateur, pour ses opposants, le personnage est tenu pour responsable de la création d'une Union technocratique, volontairement éloignée du peuple. Cette interprétation exagère à la fois le rôle (certes important) de Monnet et sa méfiance (en partie réelle) à l'égard des passions politiques. Les pages de B. Bruneteau sur ce sujet peuvent être rapprochées de la tribune rédigée par plusieurs historiens en réponse à la parution de l'ouvrage de Philippe Devilliers : « Philippe Devilliers n'a pas le droit de falsifier l'histoire de l'Union européenne au nom d'une idéologie », tribune publiée dans *Le Monde* daté du 28 mars 2019.

⁷ Ici, B. Bruneteau se montre proche de l'interprétation d'Ivan Krastev qui écrit par exemple : « Ce qui rend la montée en puissance des formations populistes si dangereuses pour la survie du projet européen, ce n'est pas tant l'euro-scepticisme de ces populistes – en fait, certains d'entre eux ne sont guère sceptiques à ce sujet – mais leur révolte contre les principes et les institutions du libéralisme constitutionnel qui sont les piliers de soutènement de l'Union européenne. »

Que faire des critiques de l'Europe ?

Combattre l'Europe pourrait être lu à partir de la fin. À la lumière de la dernière partie, le sens des parties précédentes s'éclaire. Elles permettent de donner toute leur profondeur historique aux critiques actuelles de l'Union. À regarder en arrière à partir de notre situation contemporaine, on est en effet frappé par la continuité des résistances à l'Union, par la récurrence des thèmes et par la persistance de certains slogans. La question est alors de savoir comment interpréter une telle continuité historique, et comment B. Bruneteau lui-même la perçoit. Car, au cours des deux premières parties, l'auteur ne nous dit pas clairement quelle valeur accorder aux précédents historiques qu'il rapporte. S'agit-il, pour B. Bruneteau, d'expliquer la force de certaines critiques en révélant leur enracinement dans un courant de pensée durable ? Ou bien s'agit-il de révéler l'ancienneté de thèses qui prétendent à la force et à la fraîcheur des idées neuves ? Autrement dit s'agit-il de montrer le caractère plus ou moins éculé de la critique ? Ou bien, cette histoire vise-t-elle à mieux saisir la spécificité de la critique actuelle ? Les trois, me semble-t-il. On comprend mieux la force de certaines résistances lorsqu'on perçoit qu'elles procèdent de représentations politiques très ancrées dans une nation donnée. Par exemple, le souverainisme français s'éclaire à travers cette idée ancienne que la Nation n'existe qu'à travers un État pleinement souverain qui ne reconnaît aucune autorité au-dessus de lui. Mais par ailleurs, certains thèmes apparaissent vieillissés, et même douteux quand on en fait l'histoire. Par exemple, on accuse parfois l'Union d'être une sorte d'empire sous domination allemande (ou démocrate-chrétienne, selon certaines variantes). À lire le livre de B. Bruneteau, on s'aperçoit qu'une telle critique est fort ancienne et qu'elle est souvent l'expression mécanique d'un affect antigermanique (ou anticlérical) quelque peu trouble. Ou bien encore, la critique de l'Europe libérale reprend parfois directement certaines formules pour le moins contestables de Lénine contre l'Europe capitaliste.

Enfin, le livre permet de mettre en lumière la spécificité de notre situation. Cette spécificité tient d'abord au fait que l'Europe existe désormais. Critiquer le principe de l'Union aujourd'hui, ce n'est donc pas seulement faire preuve de retenue, de prudence ou de méfiance, comme autrefois un Mendès France. C'est en appeler à la destruction d'un édifice en place. Notre situation est nouvelle aussi en raison des nouveaux modes de communication qui donnent un écho européen aux critiques nationales et peuvent donner l'impression d'une grande Europe des mécontents, parlant le même langage par-delà les frontières. On a vu que, pour B. Bruneteau, cette impression relève en

grande partie de l'illusion. Mais le plus important n'est peut-être pas là : ce qui distingue, plus que tout, la période actuelle, c'est que la critique de l'Union est formulée dans un contexte d'affaiblissement général de la démocratie représentative. On assiste depuis plusieurs décennies à une perte d'efficacité des institutions politiques et à une perte de confiance dans ces institutions. La critique de l'Europe devient l'exutoire de ce désarroi démocratique. Ce qui lui donne une vigueur particulière : on fixe sur l'Europe un malaise bien plus large vis-à-vis de la représentation. En ce sens oui, il y a quelque chose d'inédit dans notre expérience. On retombe alors sur l'idée que nous traversons non pas tant une crise de l'Europe, qu'une crise de la démocratie en Europe. Qu'appelons-nous exactement démocratie ? Et quelle démocratie voulons-nous ? Tel est le vrai débat à l'horizon du débat sur l'Europe. Si B. Bruneteau, *in fine*, prend prudemment parti pour l'Europe, c'est peut-être moins au nom de l'Union et de sa nécessité, qu'au nom d'une certaine idée de la démocratie libérale qui lui paraît aujourd'hui menacée. La question qu'il faudrait alors poser à B. Bruneteau est de savoir si, à l'heure actuelle, une opposition à la fois vigoureuse, démocratique et libérale à l'Union européenne est possible. En d'autres termes, en dehors des biais idéologiques mis au jour dans le livre, y a-t-il quelque chose à retenir ou à sauver des critiques de l'Europe ?

La première de couverture du livre représente une hache fichée au cœur du drapeau européen. La hache est bien enfoncée, mais le drapeau, pourtant, ne s'est pas déchiré. Cette image illustre assez bien le propos d'ensemble de B. Bruneteau pour qui les oppositions à l'Union Européenne sont fortes, mais sans doute pas de nature à faire céder l'Union. B. Bruneteau termine son livre en souhaitant (prudemment) longue vie à l'Union Européenne. Ce n'est pas le vœu d'un enthousiaste européen qui veut croire en l'Union en dépit de tout. C'est la conclusion logique d'une analyse qui a mis au jour ce qu'il y a de problématique dans la haine de l'Europe, c'est-à-dire le ressentiment contre la démocratie représentative et libérale telle que les siècles passés l'ont édifiée.

Publié dans laviedesidees.fr le 16 octobre 2019